

Documentation Financière

Information Memorandum
(*Dossier de Présentation Financière*)

Name of the Programme
HELABA (LANDESBANK HESSEN-THÜRINGEN GIROZENTRALE),
French *Certificats de Dépôt*

Name of the Issuer
HELABA (LANDESBANK HESSEN-THÜRINGEN GIROZENTRALE)

Type of Programme
French *Certificats de Dépôt* Programme

Programme Size
EUR 6,000,000,000

Ratings of the Programme
P-1 Moody's Investors Service Ltd
F1+ Fitch Ratings

Arranger
SOCIETE GENERALE

Issuing and Paying Agent (*Agent Domiciliataire*)
SOCIETE GENERALE

Dealers
BNP PARIBAS
CREDIT AGRICOLE CIB
HELABA (LANDESBANK HESSEN-THÜRINGEN GIROZENTRALE)
ING Bank NV
SOCIETE GENERALE

Effective date of the Information Memorandum
25 July 2014

The *Certificats de Dépôt* have not been and will not be registered under the Securities Act of 1933, as amended (the "Securities Act"), or any other laws or regulations of any state of the United States of America, and may not be offered or sold within the United States of America, or to, or for the account or benefit of, U.S. persons (as defined in accordance with Regulation S under the Securities Act).

Prepared in compliance with Articles L.213-1 A to L.213-4-1 of the Code monétaire et financier
An original copy of this document is sent to:
BANQUE DE FRANCE
Direction Générale des Opérations
Direction de la Stabilité Financière (DSF)
35-1134 Service des Titres de Créances Négociables
39, rue Croix des Petits Champs
75049 PARIS CEDEX 01
A l'attention du chef de service

TABLE OF CONTENTS

FRENCH SECTION

RESUME DE LA DOCUMENTATION FINANCIERE

- I DESCRIPTION DU PROGRAMME
- II DESCRIPTION DE L'EMETTEUR
- III CERTIFICATION D'INFORMATION
- IV INFORMATION CONCERNANT LA DEMANDE DE LABEL STEP PAR L'EMETTEUR

ANNEXES

- ANNEXE I **Rapports annuels et comptes annuels**
Rapport Financier Annuel 2013 du Groupe Helaba
Rapport Annuel Consolidé 2012 de HELABA (LANDESBANK HESSEN-
THÜRINGEN GIROZENTRALE)
- ANNEXE II **Rapports des auditeurs**
- ANNEXE III **Notation du Programme, informations additionnelles**

ENGLISH SECTION

- I DESCRIPTION OF THE PROGRAMME
- II DESCRIPTION OF THE ISSUER
- III CERTIFICATION OF INFORMATION
- IV INFORMATION CONCERNING THE ISSUER'S REQUEST OF THE STEP LABEL

APPENDICES

- APPENDIX I **Issuer Annual Reports and financial accounts**
Annual Financial Report 2013 of the Helaba Group
Consolidated Annual Report 2012 of HELABA (LANDESBANK HESSEN-
THÜRINGEN GIROZENTRALE)
- APPENDIX II **Report of independent auditors**
- APPENDIX III **Rating of the Programme, additional information**

FRENCH SECTION

I. DESCRIPTION DU PROGRAMME

Description du Programme de Certificats de Dépôt

Articles D. 213-9, II, 1°, et D. 213-11 du Code monétaire et financier et article 1 de l'arrêté du 13 février 1992 modifié et toute réglementation postérieure.

1.1 Nom du Programme :

HELABA (LANDESBANK HESSEN-THÜRINGEN GIROZENTRALE), French *Certificats de Dépôt*

1.2 Type de programme :

Programme de Certificats de Dépôt conformément aux articles L. 213-1 A à L. 213-4-1 et D. 213-1 à D. 213-14 du Code monétaire et financier et à toutes les réglementations applicables.

1.3 Nom de l'Emetteur :

HELABA (LANDESBANK HESSEN-THÜRINGEN GIROZENTRALE)

1.4 Type d'émetteur :

Etablissement de crédit

1.5 Objet du Programme :

Afin de satisfaire aux besoins généraux de financement d'HELABA (LANDESBANK HESSEN-THÜRINGEN GIROZENTRALE), ("l'Emetteur" ou la "Banque") et de ses filiales, l'Emetteur procédera à l'émission périodique de Certificats de Dépôt, conformément aux articles L. 213-1 A à L. 213-4-1 et D. 213-1 à D. 213-14 du Code monétaire et financier et à toutes les réglementations applicables.

1.6 Plafond du Programme :

L'encours maximal des Certificats de Dépôt émis aux termes du Programme s'élèvera à 6 milliards d'euros ou sa contre-valeur en toute autre devise autorisée à la date d'émission.

1.7 Forme des Certificats de Dépôt :

Les Certificats de Dépôt (TCN ou Titres de Créances Négociables) sont des titres de créances négociables, émis au porteur et sont inscrits en compte auprès d'intermédiaires autorisés conformément à la législation et à la réglementation française en vigueur.

1.8 Rémunération :

La rémunération des Certificats de Dépôt est libre.

Cependant, si l'Emetteur émet des Certificats de Dépôt dont la rémunération est liée à un indice ou une clause d'indexation, l'Emetteur n'émettra que des Certificats de Dépôt dont la rémunération est liée à un indice usuel du marché monétaire, tel que, mais non limité à : EURIBOR, LIBOR ou EONIA.

De telles formules de rémunération ne doivent pas résulter en un remboursement du capital en dessous du pair.

L'Emetteur ne peut pas émettre de Certificats de Dépôt avec paiements de principal qui peuvent potentiellement être variables.

Dans le cas d'une émission comportant une option de prorogation ou de rachat, telle que prévue au paragraphe 1.10 ci-après, les conditions de rémunération du Certificat de Dépôt seront fixées à l'occasion de l'émission initiale et ne pourront pas être modifiées ultérieurement, notamment à l'occasion de l'exercice de l'option de prorogation ou de rachat.

1.9 Devises d'émission des Certificats de Dépôt :

Les Certificats de Dépôt seront émis en euro ou dans toute autre devise autorisée par la législation française en vigueur au moment de l'émission conformément à l'article D. 213-6 du Code monétaire et financier.

1.10 Échéance des Certificats de Dépôt :

L'échéance des Certificats de Dépôt sera fixée conformément à la législation et à la réglementation française, ce qui implique qu'à la date des présentes ladite échéance ne peut être inférieure à un jour ni supérieure à 365 jours (366 jours lors d'une année bissextile).

Les Certificats de Dépôts peuvent être remboursés avant maturité en accord avec les lois et les réglementations applicables en France. L'option de remboursement anticipé, s'il y a lieu, devra être spécifiée explicitement dans le formulaire de confirmation de toute émission concernée de Certificats de Dépôt.

L'Émetteur se réserve le droit de racheter les Certificats de Dépôt, en conformité avec la législation et la réglementation françaises applicables.

Les Certificats de Dépôt émis dans le cadre du Programme pourront comporter une ou plusieurs options de prorogation de l'échéance (au gré de l'Émetteur, ou du détenteur, ou en fonction d'un (ou plusieurs) événement(s) indépendant(s) de l'Émetteur et/ou du détenteur).

Les Certificats de Dépôt émis dans le cadre du Programme pourront aussi comporter une ou plusieurs options de rachat par l'Émetteur (au gré de l'Émetteur, ou du détenteur, ou en fonction d'un (ou plusieurs) événement(s) indépendant(s) de l'Émetteur et/ou du détenteur).

L'option de prorogation ou de rachat de Certificats de Dépôt, s'il y a lieu, devra être spécifiée explicitement dans le formulaire de confirmation de toute émission concernée.

En tout état de cause, la durée de tout Certificat de Dépôt assorti d'une ou de plusieurs de ces clauses, sera toujours, toutes options de prorogation ou rachat comprises, conforme à la réglementation en vigueur au moment de l'émission dudit Certificat de Dépôt.

1.11 Montant unitaire minimal des émissions :

Le montant unitaire, déterminé au moment de chaque émission, sera au moins égal à 200.000 euros ou à la contre-valeur de ce montant en toute autre devise.

1.12 Valeur nominale minimale des Certificats de Dépôt :

En vertu de la réglementation (Article D 213-11 du Code monétaire et financier), le montant minimum légal des Titres de Créances Négociables émis dans le cadre de ce programme doit être de 200 000 euros ou la contre-valeur de ce montant en devises déterminée au moment de l'émission.

1.13 Rang de créance des Certificats de Dépôt :

Les Certificats de Dépôt constitueront des obligations directes, non assorties de sûreté et non subordonnées de l'Émetteur, venant au moins à égalité de rang avec les autres obligations présentes et futures, directes, non assorties de sûreté, non garanties et non subordonnées de l'Émetteur.

1.14 Droit applicable aux Certificats de Dépôt :

Tout Certificat de Dépôt émis dans le cadre de ce Programme sera régi par le droit français.

Tous les litiges auxquels l'émission des Certificats de Dépôt pourraient donner lieu seront régis par le droit français et interprétés selon le droit français.

1.15 Admission des Certificats de Dépôt sur un marché réglementé :

L'ensemble, ou une partie seulement, des Certificats de Dépôt émis dans le cadre de ce Programme pourront être admis à la négociation sur Euronext Paris.

Il pourra être vérifié si une émission de Certificats de Dépôt est admise à la négociation sur Euronext Paris sur le site internet d'Euronext Paris à l'adresse :

<https://bonds.nyx.com/pt-pt/products/eu-products/short-term>

1.16 Système de règlement livraison de l'émission :

Les Certificats de Dépôt seront émis via Euroclear France.

1.17 Notations du Programme :

Les agences de notation Moody's Investors Service Ltd et Fitch Ratings ont respectivement attribué les notations P-1 et F1+ au Programme.

Les notations sont susceptibles d'être revues à tout moment par les agences de notation. Les investisseurs sont invités à se reporter aux sites internet des agences concernées afin de consulter la notation en vigueur.

Les informations additionnelles relatives à la notation du programme sont insérées en Annexe III.

1.18 Garantie :

Le Programme ne bénéficie d'aucune garantie.

1.19 Agent Domiciliaire :

L'Emetteur a désigné la SOCIETE GENERALE en qualité d' "Agent Domiciliaire" pour le Programme.

L'Emetteur peut décider de remplacer l'Agent Domiciliaire d'origine ou de nommer d'autres Agents Domiciliaires et, dans cette hypothèse, mettra à jour la Documentation Financière conformément à la réglementation en vigueur.

1.20 Arrangeur :

SOCIETE GENERALE

1.21 Mode de placement envisagé :

Les Certificats de Dépôt seront placés par les Agents Placeurs suivants (les "Agents Placeurs") : BNP PARIBAS, Crédit Agricole CIB, HELABA (LANDESBANK HESSEN-THÜRINGEN GIROZENTRALE), ING Bank N.V et SOCIETE GENERALE.

L'Emetteur pourra ultérieurement remplacer un Agent Placeur ou nommer d'autres Agents Placeurs ; une liste à jour desdits Agents Placeurs sera communiquée aux investisseurs sur demande déposée auprès de l'Emetteur.

1.22 Restrictions à la vente :

Restrictions Générales

Aucune mesure n'a été ou ne sera prise par l'Emetteur, chaque Agent Placeur, chaque souscripteur initial et chaque détenteur subséquent de Certificats de Dépôt émis dans le cadre du Programme aux fins de permettre une offre au public des Certificats de Dépôt, ou la détention ou la distribution de la Documentation Financière ou de tout autre document relatif aux Certificats de Dépôt, dans un pays ou un territoire où des mesures sont nécessaires à cet effet.

L'Emetteur, chaque Agent Placeur, chaque souscripteur initial et chaque détenteur subséquent de Certificats de Dépôt s'est engagé, dans la mesure du possible, et au mieux de ses connaissances, à respecter les lois et règlements en vigueur dans chaque pays ou territoire où il achète, offre ou vend les Certificats de Dépôt ou dans lequel il détient ou distribue la Documentation Financière ou tout autre document relatif aux Certificats de Dépôt et à obtenir tout consentement, accord ou permission nécessaire à l'achat, l'offre ou la vente de Certificats de Dépôt conformément aux lois et règlements qui lui sont applicables et à ceux du pays ou territoire où il réalise cet achat, offre ou vente et ni l'Emetteur, ni aucun Agent Placeur, ni aucun souscripteur initial ou détenteur subséquent de Certificats de Dépôt n'encourt de responsabilité à ce titre.

L'Emetteur, ni aucun Agent Placeur, aucun souscripteur initial ou détenteur subséquent de Certificats de Dépôt n'offrira, ne vendra ni ne remettra, directement ou indirectement, les Certificats de Dépôt ou distribuera la Documentation Financière ou tout autre document relatif aux Certificats de Dépôt, dans aucun pays ou territoire excepté dans des circonstances qui aboutissent au respect de toutes les lois et règlements applicables et qui ne mette aucune obligation à la charge de l'Emetteur.

France

L'Emetteur, chaque Agent Placeur, tout souscripteur initial a déclaré et garanti et chacun des détenteurs futurs des Certificats de Dépôt sera réputé avoir déclaré et accepté, au jour de la date d'acquisition des Certificats de Dépôt, s'engager à se conformer aux lois et règlements français en vigueur relatifs à l'offre, au placement, à la distribution et à la revente de Certificats de Dépôt ou à la distribution en France des documents y afférent.

Pour les autres pays, merci de vous référer au § 1.22, *English Section* (§1.22 de la section en anglais).

1.23 Fiscalité :

L'Emetteur ne s'engage pas à indemniser les détenteurs de Certificats de Dépôt en cas de prélèvement de nature fiscale en France ou à l'étranger, sur toutes sommes versées au titre des Certificats de Dépôt, à l'exception des droits de timbres ou droit d'enregistrement dus par l'Emetteur en France.

1.24 Implication d'autorités nationales :

Banque de France

1.25 Coordonnées des personnes assurant la mise en œuvre du Programme :

Des informations sur l'Emetteur peuvent être obtenues sur :

• le site web de HELABA (LANDESBANK HESSEN-THÜRINGEN GIROZENTRALE) :
www.helaba.de

• Contacts :
Landesbank Hessen-Thüringen Girozentrale
Neue Mainzer Strasse 52-58
D-60311 Francfort-sur-le-Main

Frédéric Topin: Commercial Paper Desk
e-mail: frederic.topin@helaba.de
Tél : +49 69 91 32 - 17 57
Fax : +49 69 91 32 - 21 53

Birgit Adolph: Liability Management & Funding
e-mail: birgit.adolph@helaba.de
Tél : +49 69 91 32 – 21 94
Fax : +49 69 91 32 –31 77

Bernd Gesser: Liability Management & Funding
e-mail: bernd.gesser@helaba.de
Tél : +49 69 91 32 – 31 94
Fax : +49 69 91 32 – 31 77

1.26 Informations complémentaires relatives au Programme
Optionnel¹

1.27 Mise à jour et communication de la documentation financière :
Merci de vous référer au § 1.27, *English Section* (§ 1.27 de la section en anglais).

¹ Optionnel : information pouvant ne pas être fournie par l'émetteur car la réglementation française ne l'impose pas

II. DESCRIPTION DE L'EMETTEUR

Article D. 213-9, II, 2° du Code monétaire et financier et article 2 de l'arrêté du 13 février 1992 modifié et les réglementations postérieures.

2.1 Dénomination sociale :

LANDESBANK HESSEN-THÜRINGEN GIROZENTRALE

2.2 Forme juridique :

L'Emetteur, qui est un établissement de crédit, a été créé en République Fédérale d'Allemagne sous la forme d'un établissement public. Constitué sous le régime du droit public allemand, il relève de la compétence des tribunaux de la République Fédérale d'Allemagne. Helaba est une entité légale de droit public. Helaba, comme d'autres institutions bancaires en Allemagne, est soumise à la supervision gouvernementale et à la réglementation de l'Autorité Financière Fédérale de Supervision (*Bundesanstalt für Finanzdienstleistungsaufsicht*), autorité indépendante aux pouvoirs réglementaires, avec l'assistance de la Deutsche Bundesbank conformément à la loi bancaire allemande (*Gesetz über das Kreditwesen*) du 10 juillet 1961 (telle que modifiée).

En plus de cette supervision bancaire générale, Helaba est soumise à la supervision statutaire des Etats fédéraux de Hesse et de Thuringe (Sections 2(1) et 12(1) du traité de l'Etat).

2.3 Date de constitution :

La *Hessische Landesbank Girozentrale* a été créée en 1953 suite à la fusion de *Hessische Landesbank Darmstadt* (fondé en 1940), de *Nassauische Landesbank Wiesbaden* (fondé en 1840) et de *Landeskreditkasse zu Kassel* (fondé en 1832). Le 1^{er} juillet 1992, le traité sur la formation d'une organisation conjointe des caisses d'épargne "*Joint Savings Bank Organisation*" entre les Etats de Hesse et de Thuringe est entré en application. Depuis cette date, Helaba opère sous le nom "*Landesbank Hessen-Thüringen Girozentrale*".

La dénomination sociale de l'Emetteur est "*Landesbank Hessen-Thüringen Girozentrale*", le nom commercial est "Helaba".

Helaba a été créé en République Fédérale d'Allemagne et est régi par le droit public allemand.

2.4 Sièges sociaux :

Neue Mainzer Strasse 52-58
D-60311 Francfort-sur-le-Main
Tel : +49 69 91 32 – 01
Fax : +49 69 29 15 17

Bonifaciusstrasse 16
D-99084 Erfurt
Tel : +49 361 217 – 71 00
Fax : +49 361 217 – 71 01

2.5 Numéro d'immatriculation et lieu d'enregistrement :

Helaba est enregistré auprès des registres du commerce de Francfort-sur-le-Main (numéro HRA 29821) et Jena (numéro HRA 102181).

2.6 **Objet social résumé de l'Emetteur**

Helaba est une banque régionale.

La Banque doit en particulier remplir les fonctions d'organe centralisateur pour les caisses d'épargne dans les Etats Fédéraux de Hesse, Thuringe et de Rhénanie-du-Nord-Westphalie et les fonctions de banque de prêts aux collectivités locales et de banque d'Etat pour les Etats Fédéraux de Hesse et de Thuringe. La Banque peut également remplir les fonctions d'un organe centralisateur pour les caisses d'épargne d'autres Etats fédéraux d'Allemagne.

En qualité d'organe centralisateur pour des caisses d'épargne, la Banque devra notamment gérer les liquidités des caisses d'épargne dans les Etats fédéraux nommés dans la sous-section 1 par le biais d'une politique d'investissement appropriée et devra élargir les facilités de liquidités appropriées pour les caisses d'épargne. Par ailleurs, en coopération avec les caisses d'épargne, elle est responsable des opérations commerciales naissant au sein de l'organisation des caisses d'épargne.

En sa capacité de banque municipale et banque d'Etat, la Banque devra conduire les opérations bancaires des autorités locales et des associations des autorités locales, des Etats Fédéraux de Hesse et Thuringe, d'autres compagnies, institutions, fondations de droit public ainsi que des entreprises associées à ces dernières et les assister dans la réalisation de leurs fonctions par le biais de ses opérations commerciales.

La Banque peut assurer les fonctions de "trustee" et des fonctions de support du secteur public pour les Etats Fédéraux de Hesse et Thuringe et d'autres autorités publiques. Conformément aux plans de support du secteur public, particulièrement dans les domaines du logement et du développement urbain, de l'industrie et du commerce, de l'agriculture et de la protection environnementale, ces fonctions seront réalisées par les divisions établies au sein de la Banque à Hesse et Thuringe et ce conformément à la section 8 sous-section 4 du Traité de Constitution de l'Association des Caisses d'Epargne Conjointes de Hesse-Thuringie.

La Banque devra diriger une Association de Construction et de Prêt (*Bausparkasse*), en particulier dans les Etats Fédéraux d'Hesse et Thuringe, en conformité avec la Loi Allemande relative à l'Association de Construction et de Prêt (*Gesetz über Bausparkassen*) connue sous la dénomination "*Landesbausparkasse Hessen-Thüringen*", institution légalement dépendante. L'Association de Construction et de Prêt doit préparer des comptes financiers annuels et un rapport de gestion séparés.

La Banque peut conduire des opérations bancaires de toutes sortes, fournir tous services et exécuter d'autres transactions usuelles dans le domaine de l'activité bancaire dès lors que ces opérations sont menées directement ou indirectement afin de satisfaire à l'objet de la Banque. A ce titre, la Banque peut acquérir des participations, créer ses propres institutions indépendantes ainsi qu'acquérir et disposer de propriétés immobilières développées ou non développées et de titres équivalents.

La Banque devra être autorisée à émettre des obligations hypothécaires (*Pfandbriefe*) conformément à la Loi Fédérale Allemande sur l'émission des lettres de gage (*Pfandbriefgesetz*) ou autres types d'obligations.

Dans le cadre de ses fonctions, la Banque peut devenir membre d'associations et d'autres organisations.

Les activités de la Banque doivent être conduites sur la base de bonnes pratiques commerciales. Ce faisant, la Banque doit tenir compte des considérations économiques générales et doit promouvoir les intérêts des caisses d'épargne et des autorités locales. Au regard de la nature publique des missions de la Banque, la réalisation de profits ne doit pas être l'objet principal de son activité.

Programme de Protection des Dépôts et d'Indemnisation des Investisseurs

En tant que membre de la Réserve de Garantie des Dépôts (*Sicherungsreserve*) de la Banque Régionale (*Landesbanken*)/Banque Postale Centrale, Helaba est un membre du Programme de Protection des Dépôts et d'Indemnisation des Investisseurs de *Sparkassen-Finanzgruppe* (le "Programme"). L'objet de ce Programme est de s'assurer que toutes les institutions membres elles-mêmes soient protégées, en particulier leur liquidité et leur solvabilité. Toutes les banques d'épargne (*Landesbanken*) et banques de prêts immobiliers et d'épargne (*Landesbausparkassen*) sont membres de ce Programme. Le Programme comprend les fonds suivants qui constituent un modèle de responsabilité conjointe offrant une indemnisation conformément à leurs statuts ou Chartes respectifs : onze Fonds de Garantie des Banques d'Epargne (*Sparkassenstützungsfonds*) mis en place par les banques d'épargne régionales et les banques postales, la Réserve de Garantie des Dépôts (*Sicherungsreserve*) de la *Landesbausparkassen*. Dans l'hypothèse d'une crise, la liquidité et la solvabilité d'une institution peut être protégée par les mesures de supports appropriées. Les institutions affectées par la crise peuvent ainsi être en mesure de continuer à remplir leurs obligations sans restriction. Ainsi, les dépôts des clients sont aussi protégés sans limite de montant.

En outre, il existe aussi un Fonds de Réserve des Banques d'Epargne et une Banque Postale Hesse-Thuringe, dont Helaba est devenu membre. En 2012, pour financer ces Fonds de Réserve, Rheinischer Sparkassen- und Giroverband - (RSGV) et Westfälisch-Lippischer Sparkassen- und Giroverband (SVWL) ont chacun établi un fond de réserve additionnel en faveur d'Helaba financé à hauteur de leur part dans le capital d'Helaba (4,75% chacun).

2.7

Description des principales activités de l'Emetteur

(I et II du 3° de l'article 2 de l'arrêté du 13 février 1992 modifié)

Description des activités de l'Emetteur : voir **pages 4 à 8** du rapport annuel 2013.

Présentation générale de l'activité

Helaba est autorisé à réaliser toutes sortes d'opérations bancaires et à rendre toutes sortes de services financiers, à l'exception de la gestion d'un Système Multilatéral de Négociation.

Le business modèle stratégique d'Helaba repose sur les trois unités fonctionnelles "Banque de Gros", "activité S-Group, Clientèle Privée et activité PME", "Développement Public et infrastructure".

L'activité est conduite à la fois à partir des sièges sociaux de la banque situés à Frankfurt am Main et Erfurt et à travers ces succursales à Düsseldorf, Kassel, Paris, Londres et New York. Elles sont assistées par des représentants et des bureaux de vente, des filiales et des affiliés.

Helaba concentre ses activités de la ligne métiers "*Marché Institutionnel*" (*Wholesale Business*) sur les six divisions principales suivantes : Immobilier, Finance d'Entreprise, Institutions Financières et Institutions Publiques Etrangères, Activités de Marchés, Gestion d'Actif et Activités d'Affaires. Pour ses ventes, Helaba suit deux approches différentes, premièrement elle se concentre sur la création de produits pour les clients des différentes activités cibles et, deuxièmement oriente ses efforts de ventes directes de tous ces produits à destination des grandes sociétés et des grandes PME, des clients institutionnels, des entreprises municipales et les autorités publiques nationales, régionales et locales.

Au sein du segment d'activité "Activité S-Group, Clientèle Privée et activité PME", Helaba en qualité de banque centrale des caisses d'épargne agit comme principal fournisseur de produits et comme plateforme de services pour les caisses d'épargne de Hesse et Thuringia, en Rhénanie du Nord Westphalie et Brandebourg. Dans les Etats Fédéraux de Hesse et de Thuringe, Helaba et le S-Group *Sparkassen* constituent le *Sparkassen-Finanzgruppe Hessen-Thüringen*, qui repose sur le

business modèle de l'unité économique et une notation de joint *Verbund*. Durant l'été 2012, une coopération globale et des accords commerciaux ont été passés entre *Sparkassen* et ses associations. De plus, il existe des accords commerciaux avec *Sparkassen* dans l'Etat Fédéral de Brandebourg. Les accords de coopération avec *Sparkassen* en Rhénanie-du-Nord Westphalie et Brandebourg complètent le S-Group Concept du *Sparkassen-Finanzgruppe Hessen-Thüringen*, qui continue sous sa forme actuelle.

A travers la *Landesbausparkasse Hessen-Thüringen*, entité légalement dépendante, Helaba est actif dans le domaine du prêt immobilier et de l'épargne. *Frankfurter Sparkasse*, une filiale entièrement consolidée détenue à 100% par Helaba et régie par le droit public allemand, est un acteur significatif en matière de banque de détail dans la région de Francfort et de Mainz. Via *Frankfurter Bankgesellschaft (Schweiz) AG* et sa nouvelle filiale *Frankfurter Bankgesellschaft AG (Deutschland)* détenue à 100%, Helaba offre des produits de banque privée, gestion de fortune et de gestion d'actifs pour *Sparkassen*.

Le secteur "Développement Public et infrastructure" d'Helaba gère des programmes de développement public pour l'Etat Fédéral de Hesse à travers *Wirtschafts- und Infrastrukturbank Hessen (WIBank)* en tant qu'établissement légalement dépendant d'Helaba. WIBank, qui bénéficie d'exemptions en matière d'impôt sur les sociétés et de taxe professionnelle, jouit d'une garantie directe de l'Etat Fédéral de Hesse, comme autorisée en vertu du droit de l'Union Européenne (UE). De plus, Helaba détient des participations dans plusieurs organismes de développement dans Hesse et Thuringe, et plus particulièrement dans des banques de garanties et des sociétés d'investissement dans des PME.

Information sur l'évolution de l'activité

Les conditions concurrentielles dans le secteur bancaire allemand sont marquées par des taux d'intérêts durablement bas et par un environnement réglementaire qui continue de subir des changements importants. A cela

s'ajoute l'harmonisation et l'ajustement des procédures imposés par la mise en place de l'union bancaire européenne. Alors que la pression concurrentielle augmente significativement dans certains domaines d'activité, particulièrement dans la banque de détail et l'activité PME, certains concurrents, notamment étrangers, quittent d'autres activités, particulièrement dans le domaine du prêt à long terme et le financement de projet. Cela donne naissance à des opportunités pour les institutions financières disposant de structures de financement stables et qui se concentrent sur leur cœur de métier pour renforcer et étendre leur position sur le marché.

Les changements dans le cadre réglementaire conduisent à une baisse structurelle de la profitabilité pour le secteur bancaire et le pousse donc à revoir à la baisse ses objectifs de profitabilité.

Les plus grands défis de la régulation bancaire incluent :

Exigences de capital et de liquidité (Bâle III/CRDIV/CRR)

Les propositions du Comité de Bâle sur le capital des banques et la liquidité (Bâle III), publiées initialement en 2010, ont été transposées dans l'environnement législatif de l'UE en 2013 au moyen d'un ensemble d'amendements apportés à la Directive sur les Exigences de Fonds Propres Bancaire (Directive sur les Exigences de Fonds Propres "CRD IV") et à la réglementation correspondante (Règlement sur les Exigences de Fonds Propres "CRR") qui sont toutes les deux entrées en vigueur le 1er janvier 2014. En Allemagne, la loi de transposition de CRD IV en date du 28 août 2013 a transposé les dispositions de la directive UE en droits Allemand.

Les futures exigences en fonds propres pour les établissements de crédit vont être renforcées de

manière significative, tant en terme de qualité que de quantité. Les nouveaux ratios de fonds propres seront mis en place progressivement d'ici 2019. Globalement, Helaba remplit déjà les futures exigences de capital réglementaire. CRR prévoit une période de transition se terminant en 2021 en faveur des instruments de capital actuellement reconnus comme des fonds propres de première catégorie par la réglementation mais qui ne rempliront plus les exigences applicables au *common equity tier-1* (CET-1 capital) or Additional Tier 1 capital (AT1 capital). Helaba sera affecté à hauteur de 953 millions d'euros au titre des apports tacites. Il reste encore à savoir dans quelle mesure l'autorité de supervision allemande introduira des exigences de fonds propres complémentaires comme coussin de capital contra cycliques ainsi que comme coussin pour les risques systémiques (par exemple pour les banques d'importance systémique au niveau national) au cours des prochaines années.

En 2010, le Comité de Bâle s'est mis d'accord pour introduire un ratio de liquidité à court terme (**LCR**) d'ici 2015. Cette exigence a été précisée avec plus de détails au cours de l'année. Ce ratio doit désormais entrer en vigueur progressivement jusqu'en 2019. Au même moment, la catégorie d'actifs éligible comme garanties de liquidité a été étendue et les conditions du scénario de crise qui devront être supportées ont été modifiées. L'exigence de publication du LCR doit être remplie à partir de 2015.

En janvier 2014, un document consultatif révisé a été publié pour le second ratio de liquidité, le ratio de financement stable net (**NSFR**), qui devrait être introduit au plus tôt en 2018. Comparé au projet initial, il change l'assignation de différentes catégories d'actifs éligibles et introduit l'option d'inclure également les prêts avec une maturité inférieure à douze mois. En toutes circonstances ces deux ratios vont conduire à une augmentation des coûts de gestion des liquidités et ainsi auront un effet négatif sur la rentabilité. Helaba a commencé tôt à s'adapter aux changements dans les exigences de gestion des liquidités naissant de Bâle III et s'estime donc en bonne position pour remplir ses exigences réglementaires.

Il existe également des projets d'introduire un ratio de levier pour mettre en place un ratio minimum de capital réglementaire par rapport aux éléments comptables au bilan non pondérés par les risques et les éléments hors bilan. En janvier 2014, le comité de Bâle a modifié ces règles, en permettant que certaines opérations hors bilan, telles que le financement du commerce (*trade finance*), soient seulement partiellement incluses et en autorisant la compensation de dérivés dans certaines circonstances. Le ratio de levier ne devrait pas être obligatoire avant 2018 au plus tôt et sera initialement introduit comme un critère de décision additionnel utilisé à la discrétion des autorités de supervision. Il ne peut pas être exclu que cet instrument ait un impact négatif sur l'activité de prêt à moyen et long terme. Afin d'optimiser ses portefeuilles d'activités et ses exigences de marge, la Banque s'adaptera aux changements du marché aussi vite que possible.

L'Autorité Bancaire Européenne

Le mécanisme de supervision unique (SSM), qui est un système de supervision uniforme des banques et des autres institutions financières de la zone euro (et de tout autre Etat Membre de l'UE qui y adhère volontairement) est entré en vigueur en novembre 2013. Sous ce mécanisme, la banque centrale européenne (**BCE**) assume la responsabilité pour la supervision prudentielle des 128 plus grandes banques de la zone euro. Le mécanisme concerne les banques dont le total d'actifs dépasse 30 milliards d'euros ou dont le total des actifs dépasse 20% du produit intérieur brut du pays concerné. De par sa taille le Groupe Helaba fait partie des institutions supervisées par la BCE. Le nouveau régime de supervision entrera en vigueur lors du quatrième trimestre 2014.

La BCE procède actuellement à un processus de revue en trois phases (évaluation complète) des banques qu'elle va superviser dans le futur. La première consistait en une analyse des risques. Elle constitue la base de la deuxième étape, un audit du bilan de portefeuilles sélectionnés spécifiquement pour chaque banque par la BCE. Une fois que les résultats de la deuxième étape seront disponibles,

la troisième étape suivra sous la forme d'un test de solidité (*stress test*). Les résultats de ces tests de solidité sont attendus pour l'autonome 2014.

Redressement et Résolution des Banques

Au niveau européen, la Commission Européenne a présenté en 2012 ses plans concernant le redressement et la résolution des Banques sous la forme de la Directive Redressement et Résolution des Banques (**BRRD**). Les consultations du trilogue concernant BRRD ont été finalisées par un vote au Parlement européen le 15 avril 2014. Une transposition en droit national est nécessaire pour l'entrée en vigueur de BRRD. En juillet 2013, la Commission Européenne a déposé une proposition de règlement pour un mécanisme de résolution unique (**SRM**) étendu à toute l'Union Européenne, qui impliquerait la mise en place d'une autorité centrale européenne de résolution et un fond de résolution unique. Lors de son entrée en vigueur, le règlement prendra immédiatement effet dans les pays membres de l'UE. Le projet de règlement SRM a également été finalisé par un vote du Parlement européen le 15 avril 2014.

2.8 Capital ou équivalent :

2.8.1 Montant du capital souscrit et entièrement libéré :

Comme mentionné aux pages 69, 70 et 139 du rapport financier annuel 2013 du groupe HELABA (*Appendix I*), au 31 décembre 2013, le capital souscrit et libéré de l'Emetteur s'élevait à 2.509 millions d'euros.

Le capital souscrit de 2.509 millions d'euros inclut dorénavant le capital social de 589 millions d'euros, souscrit par les actionnaires conformément à la Charte et les contributions au capital de 1.920 millions d'euros souscrit par l'Etat Fédéral d'Hesse.

2.8.2 Montant du capital souscrit et non entièrement libéré :

Non applicable.

2.9 Répartition du capital :

Comme mentionné en page 140 du rapport financier annuel 2013 du Groupe HELABA (LANDESBANK HESSEN-THÜRINGEN GIROZENTRALE) (*Appendix I*) au 31 décembre 2013, les principaux actionnaires suivants ont été déclarés à Helaba :

<i>Sparkassen- und Giroverband Hessen-Thüringen</i> (L'Association des Caisses d'Epargne et Banques Postales)	68,85%
L'Etat Fédéral de Hesse	8,10%
L'Etat Fédéral de Thuringe	4,05%
<i>Rheinischer Sparkassen-und Giroverband</i>	4,75%
<i>Westfalen-Lippe Sparkassenverband</i>	4,75%
Fides Alpha GmbH	4,75%
Fides Beta GmbH	4,75%

2.10 Marchés règlementés sur lesquels les actions de l'Emetteur sont négociés :

Non applicable.

2.11 Composition du Conseil d'Administration et Conseil de Surveillance :

L'organe de direction de la Banque est constitué d'un Conseil d'Administration et d'un Conseil de

Surveillance.

Les membres du Conseil d'Administration sont nommés par le Conseil des Détenteurs constitué de seize membres (§8(1) de la Charte d'Helaba) et approuvés par le Conseil de Surveillance.

A la date de signature du Programme, les membres du Conseil d'Administration sont :

Hans-Dieter Brenner (Président)
Jürgen Fenk
Thomas Groß
Dr. Detlef Hosemann
Rainer Krick
Dr. Norbert Schraad

Le 22 mars 2013, le Conseil des Détenteurs et le Conseil de Surveillance d'HELABA (LANDESBANK HESSEN-THÜRINGEN GIROZENTRALE) ont nommé Klaus-jörg Mulfinger en tant que Directeur Général Exécutif et l'a désigné comme membre du Conseil d'Administration d'Helaba.

Le Conseil de Surveillance supervise la conduite des affaires du Conseil d'Administration.

Pour les mandats en cours (jusqu'au 30 juin 2015) le nombre de membres du Conseil de Surveillance a été augmenté de six portant leur nombre à 42 membres (section 29(1) de la Charte d'Helaba).

Il est composé de trente-six membres (§11(1) de la Charte d'Helaba).

A la date de signature du Programme, les membres du Conseil de Surveillance sont :

Président

Gerhard Grandke

Adjoints

Dr. Werner Henning
Dr. Thomas Schäfer
Hans Martz
Thorsten Derlitzki
Dr. Alfons Lauer

Membres du Conseil de Surveillance

Prof. Dr. h.c. Ludwig G. Braun
Ingo Buchholz
Dirk Diedrichs
Georg Fahrenschon
Peter Feldmann
Volker Goldmann
Ulrich Heilmann
Stefan Lauer
Christoph Matschie
Gerhard Möller
Frank Nickel
Clemens Reif

Stefan Reuß
Thorsten Schäfer-Gümbel
Wolfgang Schuster
Dr. Eric Tjarks
Alfred Weber
Stephan Ziegler
Ulrich Zinn
Arnd Zinnhardt

Membres du Conseil de Surveillance élus par les employés

Frank Beck
Brigitte Berle
Isolde Burhenne
Thorsten Derlitzki – Président délégué
Gabriele Fuchs
Thorsten Kiwitz
Christiane Kutil-Bleibaum
Annette Langner
Susanne Lorra
Susanne Noll
Hans Peschka
Erich Roth
Birgit Sahliger-Rasper
Wolf-Dieter Tesch

Deux postes de membres du Conseil de Surveillance sont actuellement vacants.
Un adjoint a été nommé pour chaque membre.

2.12 Normes comptables utilisées pour les comptes consolidés :

Comme mentionné en page 73 du rapport financier annuel 2013 du Groupe HELABA (*Appendix I*), les comptes consolidés du groupe Helaba pour l'année se terminant le 31 décembre 2013 ont été établis conformément à la Section 315a (1) HGB et le Règlement (EC) No. 1606/2002 du Parlement Européen et le Conseil du 19 juillet 2002 (Règlement IAS) en conformité avec les normes IFRS telles que publiées par l'IASB (*International Accounting Standard Board*) et transposées par l'Union Européenne.

2.13 Exercice comptable :

1er janvier au 31 décembre.

2.13.1 Date de tenue de l'assemblée générale annuelle ayant approuvé les comptes annuels de l'exercice écoulé :

Le 28 avril 2014

2.14 Exercice social :

Comme mentionné en page 191 du rapport financier annuel 2013 du Groupe HELABA (*Appendix I*) : du 1er janvier au 31 décembre de chaque année.

2.15 Programmes d'émission à l'étranger de titres de même nature :

L'Émetteur a un programme d'*Euro Commercial Paper* et d'*Euro Certificate of Deposit* de 10 milliards d'euros ainsi qu'un programme d'*US Commercial Paper* d'un montant de 5 milliards de dollars US.

2.16 Notation de l'Emetteur :

La dette courte de l'émetteur est notée de la façon suivante :

- A-1 par S&P (S&P ne note pas le programme);
- P-1 par Moody's ;
- F1+ par Fitch.

2.17 Informations complémentaires relatives à l'Emetteur :

Optionnel²

III. CERTIFICATION DES INFORMATIONS FOURNIES

RESPONSABILITE DE LA DOCUMENTATION FINANCIÈRE

Article D. 213-9, II, 3° du Code monétaire et financier et Article 2, I et II du 3° de l'arrêté du 13 février 1992 modifié et les réglementations postérieures

Merci de vous référer au *Chapter III, English section* (chapitre III de la section en anglais).

IV. INFORMATION CONCERNANT LA DEMANDE DE LABEL STEP PAR L'EMETTEUR

Merci de vous référer au *Chapter IV, English section* (chapitre IV de la section en anglais).

² Optionnel : information pouvant ne pas être fournie par l'émetteur car la réglementation française ne l'impose pas

ANNEXES

Merci de vous référer aux *Appendices, English section* (Annexes de la section en anglais).

ENGLISH SECTION

I. DESCRIPTION OF THE PROGRAMME

DESCRIPTION OF THE *CERTIFICATS DE DEPOT* PROGRAMME

Articles D. 213-9, II, 1° and D. 213-11 of the *Code monétaire et financier* and Article 1 of the Amended Order (*arrêté*) of 13 February 1992 and all subsequent amendments.

1.1 Name of the Programme:

HELABA (LANDESBANK HESSEN-THÜRINGEN GIROZENTRALE) French *Certificats de Dépôt*

1.2 Type of programme:

Programme of *Certificats de Dépôt* in accordance with Articles L. 213-1 A to L. 213-4-1 and D. 213-1 to D. 213-14 of the *Code monétaire et financier* and all applicable regulations.

1.3 Name of the Issuer:

HELABA (LANDESBANK HESSEN-THÜRINGEN GIROZENTRALE)

1.4 Type of issuer:

Monetary financial institution

1.5 Purpose of the Programme:

In order to meet the general funding needs of HELABA (LANDESBANK HESSEN-THÜRINGEN GIROZENTRALE) (the "Issuer" or the "Bank") and its subsidiaries, the Issuer will issue from time to time *Certificats de Dépôt*, in accordance with Articles L. 213-1 A to L. 213-4-1 and D. 213-1 to D. 213-14 of the *Code monétaire et financier* and all applicable regulations.

1.6 Programme size:

The maximum outstanding amount of *Certificats de Dépôt* issued under the Programme shall be Euros 6,000,000,000 or its equivalent value at the date of issue in any other authorized currencies.

1.7 Forms of the *Certificats de Dépôt*:

The *Certificats de Dépôt* are Negotiable Debt Securities (*TCNs* or *Titres de Créances Négociables*), issued in bearer form and recorded in the books of authorised intermediaries (book-entry system) in accordance with French laws and regulations.

1.8 Yield basis:

The remuneration of the *Certificats de Dépôt* is unrestricted.

However, if the Issuer issues *Certificats de Dépôt* with remuneration linked to an index or an index clause, the Issuer shall only issue *Certificats de Dépôt* with remuneration linked to usual money market indexes, such as but not restricted to: EURIBOR, LIBOR or EONIA.

Such remuneration formulas shall not result in a below par capital redemption.

The Issuer may not issue *Certificats de Dépôt* with potentially variable principal payments.

In the case of an issue of *Certificats de Dépôt* embedding an option of extension or repurchase, as mentioned in paragraph 1.10 below, the conditions of remuneration of such *Certificats de Dépôt* will be set at when the said *Certificats de Dépôt* will be initially issued and shall not be further modified,

including when such an embedded option of extension or repurchase will be exercised.

1.9 Currencies of issues of the *Certificats de Dépôt*:

The *Certificats de Dépôt* shall be issued in Euro or in any other currency authorised by laws and regulations in force in France at the time of the issue in accordance with Article D. 213-6 of the French Monetary and Financial Code.

1.10 Maturity of the *Certificats de Dépôt*:

The term of the *Certificats de Dépôt* shall be determined in accordance with laws and regulations applicable in France, which implies that, at the date hereof, such term shall not be less than one day and shall not exceed 365 days (366 days in a leap year).

The *Certificats de Dépôt* may be repaid before maturity in accordance with the laws and regulations applicable in France. The early repayment option, if any, shall be explicitly specified in the confirmation form of any relevant issuance of *Certificats de Dépôt*.

The Issuer reserves the right to repurchase the *Certificats de Dépôt* subject to, and in compliance with, applicable French laws and regulations.

The *Certificats de Dépôt* issued under the Programme may carry one or more embedded option(s) of extension of the term (hold by either the Issuer or the holder, or linked to one or several events not related to either the Issuer or the holder).

The *Certificats de Dépôt* issued under the Programme may also carry one or more embedded option(s) of repurchase before the term (hold by either the Issuer or the holder, or linked to one or several events not related to either the Issuer or the holder).

An option of extension or repurchase of *Certificats de Dépôt*, if any, shall be explicitly specified in the confirmation form of any related issuance of *Certificats de Dépôt*.

In any case, the overall maturity of any *Certificat de Dépôt* embedded with one or several of such clauses, shall always - all options of extension or repurchase included – conform to laws and regulations in force in France at the time of the issue.

1.11 Minimum issuance amount:

The *Certificats de Dépôt* shall be issued for a nominal amount at least equal to Euro 200,000 or its equivalent in other currencies.

1.12 Minimum denomination of the *Certificats de Dépôt*:

According to French regulation (Article D.213-11 of the *Code monétaire et financier*) the *Certificats de Dépôt* shall be issued for a nominal amount at least equal to Euro 200,000 or its equivalent in other currencies.

1.13 Status of the *Certificats de Dépôt*:

The *Certificats de Dépôt* shall constitute direct, unsecured and unsubordinated obligations of the Issuer, ranking at least *pari passu* with all other current and future direct, unsecured, unguaranteed and unsubordinated indebtedness of the Issuer.

1.14 Governing law that applies to the *Certificats de Dépôt*:

Any *Certificat de Dépôt* under the Programme will be governed by French law.

All potential disputes related to the issuance of the *Certificats de Dépôt* shall be governed and construed according to French Law.

1.15 Listing:

All, or part only, of the *Certificats de Dépôt* issued under this Programme may be admitted to trading on Euronext Paris.

Whether an issue of *Certificats de Dépôt* is admitted to trading on Euronext Paris, it can be verified on the website of Euronext Paris at the following address:

<https://bonds.nyx.com/pt-pt/products/eu-products/short-term>

1.16 Settlement system of issuance:

The *Certificats de Dépôt* will be issued through Euroclear France.

1.17 Ratings of the Programme:

The ratings P-1 and F1+ have been assigned to the Programme by Moody's Investors Service Ltd and Fitch Ratings respectively.

The ratings may be reviewed at any time by the rating agencies. Investors are invited to refer to the website of the relevant rating agencies in order to have access to the latest rating

Additional information in relation to the rating of the Programme is annexed hereto in Appendix III.

1.18 Guarantor:

No.

1.19 Issuing and Paying Agent (*Agent Domiciliaire*):

The Issuer has appointed SOCIETE GENERALE as its *Agent Domiciliaire* in relation to the Programme. The Issuer may decide to replace the initial *Agent Domiciliaire* or appoint another *Agent Domiciliaire* and will, following such appointment update the *Documentation Financière* in accordance with French laws and regulations.

1.20 Arranger:

SOCIETE GENERALE

1.21 Dealer:

The *Certificats de Dépôt* will be placed by the following Placement Agents ("*Dealers*"): BNP PARIBAS, Crédit Agricole CIB, HELABA (LANDESBANK HESSEN-THÜRINGEN GIROZENTRALE), ING Bank N.V. and SOCIETE GENERALE

The Issuer may subsequently elect to replace any of the Placement Agent or appoint other Placement Agents; an updated list of such Placement Agents shall be disclosed to investors upon request to the Issuer.

1.22 Selling Restrictions:

General selling

No action has been taken or will be taken by the Issuer, each Dealer, any initial subscriber and any further holder of the *Certificats de Dépôt* issued under the Programme that would or is intended to permit a public offering of the *Certificats de Dépôt* or the possession or distribution of the *Documentation Financière* or any other document relating to the *Certificats de Dépôt* in any country or jurisdiction where action for that purpose is required.

The Issuer, each Dealer, any initial subscriber and any further holder of the *Certificats de Dépôt* has undertaken, to the extent possible, to the best of its knowledge, to comply with all applicable laws and regulations in force in any country or jurisdiction in which it purchases, offers or sells the *Certificats de Dépôt* or possesses or distributes the *Documentation Financière* or any other document relating to the *Certificats de Dépôt* and to obtain any consent, approval or permission required by it for the purchase, offer or sale of *Certificats de Dépôt* under the laws and regulations in force in any jurisdiction to which it is subject or in which it will make such purchases, offers or sales and neither the Issuer, nor any Dealer nor any initial subscriber nor any further holder shall have responsibility therefore.

None of the Issuer, any Dealer, any initial subscriber or any further holder of the *Certificats de Dépôt* will either offer, sell or deliver, directly or indirectly, any *Certificats de Dépôt* or distribute the *Documentation Financière* or any other document relating to the *Certificats de Dépôt* in or from any country or jurisdiction except under circumstances that will result in the compliance with any applicable laws and regulations and which will not impose any obligations on the Issuer.

France

The Issuer, each Dealer, any initial subscriber has represented and agreed, and any further holder of the *Certificats de Dépôt* will be deemed to have represented and agreed on the date on which he purchases the *Certificats de Dépôt*, to comply with applicable laws and regulations in force regarding the offer, the placement or the re-sale of the *Certificats de Dépôt* or the distribution of the documents with respect thereto, in France.

United Kingdom

The Issuer, each Dealer, any initial subscriber has represented and agreed and any further holder of the *Certificats de Dépôt* will be required to represent and agree, that:

- (a) (i) it is a person whose ordinary activities involve it in acquiring, holding, managing or disposing of investments (as principal or agent) for the purposes of its business, and
- (ii) it has not offered or sold and will not offer or sell any *Certificats de Dépôt* other than to persons whose ordinary activities involve them in acquiring, holding, managing or disposing of investments (as principal or agent) for the purposes of their businesses or who it is reasonable to expect will acquire, hold, manage or dispose of investments (as principal or agent) for the purposes of their businesses where the issue of the any *Certificats de Dépôt* would otherwise constitute a contravention of section 19 of the Financial Services and Markets Act 2000 (FSMA) by the Issuer;
- (b) it has only communicated or caused to be communicated and will only communicate or cause to be communicated any invitation or inducement to engage in investment activity (within the meaning of section 21 of the FSMA) received by it in connection with the issue or sale of any *Certificats de Dépôt* in circumstances in which section 21(1) of the FSMA does not apply to the Issuer; and
- (c) it has complied and will comply with all applicable provisions of the FSMA with respect to anything done by it in relation to such *Certificats de Dépôt* in, from or otherwise involving the United Kingdom.

United States

The *Certificats de Dépôt* have not been and will not be registered under the Securities Act of 1933, as

amended (the “**Securities Act**”), or any other laws or regulations of any state of the United States of America, and may not be offered or sold within the United States of America, or to, or for the account or benefit of, U.S. persons (as defined in accordance with Regulation S under the Securities Act) except in certain transactions exempt from the registration requirements of the Securities Act.

The Issuer, each Dealer, and any initial subscriber have represented and agreed, and any further holder of the *Certificats de Dépôt* will be required to represent and agree, that they have not offered, sold or delivered, and will not offer, sell or deliver, whether directly or indirectly, any *Certificats de Dépôt* within the United States of America or to, or for the account or benefit of, any U.S. person

- (i) as part of their distribution at any time, and
- (ii) otherwise until the day immediately following 40 days after the later of (y) the day on which such *Certificats de Dépôt* are offered and (z) the issue date of such *Certificats de Dépôt* (the “**Distribution Compliance Period**”). In addition, until the conclusion of the Distribution Compliance Period, an offer or sale of *Certificats de Dépôt* within the United States by the Issuer, any Dealer, any initial subscriber or any further holder of the *Certificats de Dépôt*, whether or not participating in the offering, may violate the registration requirements of the Securities Act.

The Issuer, each Dealer and any initial subscriber have also agreed, and any further holder of the *Certificats de Dépôt* will be required to agree that they will send to each distributor, initial subscriber or person to which they sell the *Certificats de Dépôt* during the Distribution Compliance Period a notice setting out the selling and offering restrictions of the *Certificats de Dépôt* in the United States of America or to, or for the account or benefit of, US persons.

The *Certificats de Dépôt* will be offered and sold only outside the United States to persons other than US persons (as defined in accordance with Regulation S under the Securities Act).

1.23 Taxation:

The Issuer is not bound to indemnify any holder of the *Certificats de Dépôt* in case of taxes which are payable under French law or any other foreign law in respect of the principal of, or the interest on, the *Certificats de Dépôt*, except for any stamp or registration taxes payable by the Issuer under French law.

1.24 Involvement of national authorities:

Banque de France

1.25 Contact details of the persons incharge of the issuing programme:

Information about the Issuer can be obtained from:

• HELABA (LANDESBANK HESSEN-THÜRINGEN GIROZENTRALE)'s website:
www.helaba.de

• Contacts: Landesbank Hessen-Thüringen Girozentrale
Neue Mainzer Strasse 52-58
D-60311 Frankfurt am Main

Frédéric Topin: Commercial Paper Desk
e-mail: frederic.topin@helaba.de
Tel: +49 69 91 32 - 17 57
Fax: +49 69 91 32 - 21 53

Birgit Adolph: Liability Management & Funding
e-mail: birgit.adolph@helaba.de

Tel: +49 69 91 32 - 21 94
Fax: +49 69 91 32 - 31 77

Bernd Gesser: Liability Management & Funding
e-mail: bernd.gesser@helaba.de
Tel: +49 69 91 32 - 31 94
Fax: +49 69 91 32 - 31 77

1.26 Additional information on the Programme

Optional³

1.27 Updates and communication of the *Documentation Financière*:

1.27.1 Updates

The Issuer shall update in due time the *Documentation Financière* in accordance with the legal laws and regulations applicable for rated programmes of French *Titres de Créances Négociables*.

Annual update

The Issuer shall update each year its *Documentation Financière* within 45 days following the shareholders' annual general meeting, or the equivalent body, voting on the accounts for the last financial year.

Permanent update

The Issuer shall immediately update its *Documentation Financière* following any change to the *Certificats de Dépôt* under this Programme relating to:

- the maximum amount of its outstanding *Certificats de Dépôt* issues;
- its rating;
- the *Agent Domiciliataire*;
- any new circumstance which may have a significant effect on the *Certificats de Dépôt* or on the outcome of the issue programme.

1.27.2 Communication

The Issuer shall, in accordance with applicable laws and regulations, immediately and free of charge, provide its *Documentation Financière*, and its updates to the entities involved in the implementation of its Programme such as:

- *Agent Domiciliataire*;
- Intermediaries for the purchase and sale of the *Certificats de Dépôt* and any person who requests them.

The Issuer shall communicate immediately each update to the *Banque de France*.

³ Optional : information that the issuer may not provide because it is not required by French regulation

II. DESCRIPTION OF THE ISSUER

Article D. 213-9, II, 2° of the *Code monétaire et financier* and Article 2 of the Amended Order (*arrêté*) of 13 February 1992 and all subsequent amendments.

2.1 Legal name:

LANDESBANK HESSEN-THÜRINGEN GIROZENTRALE

2.2 Legal form / status:

The Issuer, which is a credit institution, was founded in the Federal Republic of Germany as a public law institution. It is incorporated under German public law and is subject to the jurisdictions of the courts of the Federal Republic of Germany. Helaba is a legal entity under public law. Helaba, like other banking institutions in the Federal Republic of Germany, is subject to governmental supervision and regulation exercised by the Federal Financial Supervisory Authority (*Bundesanstalt für Finanzdienstleistungsaufsicht*), an independent authority with regulatory powers, with the assistance of the Deutsche Bundesbank under the German Banking Act (*Gesetz über das Kreditwesen*) of 10 July 1961 (as amended).

In addition to such general banking supervision, Helaba is subject to the statutory supervision of the Federal States of Hesse and Thuringia (Sections 2(1) and 12(1) of the State Treaty).

2.3 Date of incorporation/establishment:

The *Hessische Landesbank Girozentrale* was formed in 1953 by the merger of *Hessische Landesbank Darmstadt* (founded in 1940), of *Nassauische Landesbank Wiesbaden* (founded in 1840) and the *Landeskreditkasse zu Kassel* (founded in 1832). On 1 July 1992 the Treaty on the Formation of a Joint Savings Bank Organisation between the Federal States of Hesse and Thuringia came into force. Since then Helaba has operated under the name "Landesbank Hessen-Thüringen Girozentrale".

The Issuer's legal name is "Landesbank Hessen-Thüringen Girozentrale", the name used for commercial purposes is "Helaba".

Helaba was founded in the Federal Republic of Germany and is incorporated under German public law.

2.4 Registered office or equivalent:

Neue Mainzer Strasse 52-58
D-60311 Frankfurt am Main
Tel: +49 69 91 32 – 01
Fax: +49 69 29 15 17

Bonifaciusstrasse 16
D-99084 Erfurt
Tel: +49 361 217 – 71 00
Fax: +49 361 217 – 71 01

2.5 Registration number and place of registration:

Helaba is registered with the commercial registers of Frankfurt am Main (HRA 29821) and Jena (HRA 102181).

2.6 Issuer's mission summary:

Helaba is a regional bank.

The Bank shall in particular fulfil the functions of a central institution for the savings banks in the Federal States of Hesse, Thuringia and North Rhine-Westphalia and the functions of a municipal bank and a state bank in the Federal States of Hesse and Thuringia. The Bank may also take on the functions of a central institution for savings banks in other federal states of Germany.

In its capacity as a central institution for savings banks, the Bank shall in particular manage the liquid funds of the savings banks in the federal states named in sub-section 1 by means of an appropriate investment policy and shall extend appropriate liquidity facilities to the savings banks. In addition, in cooperation with the savings banks it shall be responsible for business operations arising within the savings banks' organisation.

In its capacity as a municipal bank and state bank, the Bank shall conduct the banking operations of local authorities and local authority associations, of the Federal States of Hesse and Thuringia, of other corporations, institutions and foundations under public law as well as of enterprises associated with them and assist them in the realisation of their functions by means of its business operations.

The Bank may perform trustee and public support functions for the Federal States of Hesse and Thuringia and other public authorities. In respect of public support schemes, particularly in the fields of housing and urban development, industry and commerce, agriculture and environmental protection, these functions shall be performed by divisions established within the Bank in Hesse and Thuringia in accordance with section 8 sub-section 4 of the Treaty of the Formation of a Joint Savings Banks Association Hesse-Thuringia.

The Bank shall operate a Building and Loan Association (*Bausparkasse*), in particular in the Federal States of Hesse and Thuringia, in accordance with the provisions of the Building and Loan Association Act (*Gesetz über Bausparkassen*) known as "Landesbausparkasse Hessen-Thüringen" as a legally dependent institution. For the Building and Loan Association separate annual statements of account and a separate management report are to be prepared.

The Bank may conduct banking operations of all kinds, perform other services and carry out other transactions customary in the banking industry insofar as such banking operations and other services and transactions are directly or indirectly conducive to fulfilling the Bank's purposes. Subject to this, the Bank may acquire equity interests, create its own independent institutions as well as acquire and dispose of developed and undeveloped real property and equivalent titles.

The Bank shall be entitled to issue *Pfandbriefe* in accordance with the German *Pfandbrief Act (Pfandbriefgesetz)* and other bonds.

Within the scope of its functions the Bank may become a member of associations and other organisations.

The Bank's business shall be conducted on the basis of good commercial practice. In doing this, the Bank shall take into account general economic considerations and shall further promote the interests of the savings banks and local authorities. In view of the public nature of the Bank's tasks, the generation of profit shall not be the main object of its business operations.

Deposit Protection and Investor Compensation Scheme

As a member of the Deposit Security Reserve (*Sicherungsreserve*) of the *Landesbanks/Central Giro Institutions*, Helaba is a member of the Deposit Protection and Investor Compensation Scheme of the *Sparkassen-Finanzgruppe* (the "Scheme"). The aim of the Scheme is to ensure that the member

institutions themselves are protected, in particular their liquidity and solvency. All savings banks, *Landesbanks* and home loan and savings associations (*Landesbausparkassen*) are members of this Scheme. The Scheme consists of the following funds which form a joint liability scheme providing compensation in accordance with their respective by-laws or Charters: eleven Savings Banks Guarantee Funds (*Sparkassenstützungsfonds*) operated by the regional savings banks and giro associations, the Deposit Security Reserve (*Sicherungsreserve*) of the *Landesbanks* and Central Giro Institutions and the Deposit Protection Fund (*Sicherungsfonds*) of the *Landesbausparkassen*. In the event of a crisis, liquidity and solvency of an institution can be protected by relevant support measures. Institutions affected by the crisis can thus be enabled to continue performing their obligations without restrictions. Thus, the deposits of customers are also protected without any limitation in terms of amount.

In addition, there is the Reserve Fund of the Savings Banks and Giro Association Hesse-Thuringia, of which Helaba has become a member. Supplementing these Reserve Funds, Rheinischer Sparkassen- und Giroverband - (RSGV) and Westfälisch-Lippischer Sparkassen- und Giroverband (SVWL) each have established an additional reserve fund in favour of Helaba within the scope of their share taken in the ordinary capital of Helaba (4.75% each) in 2012.

2.7

Brief description of current activities of the Issuer

(I and II of 3° of Article 2 of the Amended Order (*arrêté*) of 13 February 1992).

Description of the current activities of the Issuer: see **pages 4 to 8** of the Annual Financial Report 2013.

Business Overview

Helaba is authorized to perform any kind of banking operations and to render any kind of financial services, with the exception of operating a Multilateral Trading Facility.

Helaba's strategic business model centres on the three corporate units "Wholesale Business", "S-Group Business, Private Customers and SME Business" and "Public Development and Infrastructure Business".

Business is conducted both from the bank headquarters in Frankfurt am Main and Erfurt and from the branches in Düsseldorf, Kassel, Paris, London and New York. These are joined by representative and sales offices, subsidiaries and affiliates.

Helaba concentrates its business activities in the "Wholesale Business" unit on the six core business divisions of Real Estate, Corporate Finance, Financial Institutions and Public Finance, Global Markets, Asset Management and Transaction Banking. In sales, Helaba follows two different approaches, firstly targeting product customers from the various product fields and, secondly, directing customer sales efforts across all products at major companies and the upper SME segment, institutional customers, municipal corporations and central, regional and local public authorities.

In the business segment "S-Group-Business, Private Customer and SME Business", Helaba as the central bank for the savings banks acts as the central provider of products and as a service platform for the savings banks in Hesse and Thuringia, in North-Rhine Westphalia and in Brandenburg. In Hesse and Thuringia Helaba and the S-Group Sparkassen make up the Sparkassen-Finanzgruppe Hessen-Thüringen, based on the business model of economic unity and a joint Verbund rating. In summer 2012, comprehensive co-operation and business agreements were entered into with the Sparkassen and their associations in North Rhine-Westphalia. In addition, there are sales co-operation agreements with the Sparkassen in Brandenburg. The co-operation agreements with the Sparkassen in North Rhine-Westphalia and Brandenburg complement the S-Group Concept of the Sparkassen-Finanzgruppe Hessen-Thüringen, which continues in its current form.

Via the legally dependent *Landesbausparkasse Hessen-Thüringen*, Helaba is active in the home loan and savings business. *Frankfurter Sparkasse*, a wholly owned and fully consolidated subsidiary of Helaba organised under German public law, is a significant retail bank in the Frankfurt/Main region. Via *1822direkt Frankfurter Sparkasse* is acting in the national direct bank business. Via *Frankfurter Bankgesellschaft (Schweiz) AG* and the latter's wholly-owned subsidiary *Frankfurter Bankgesellschaft (Deutschland) AG*, Helaba covers the range of products for *Sparkassen* in the segment of private banking, wealth management and asset management.

Helaba's Public Development and Infrastructure Business unit administers public development programmes for the state of Hesse through *Wirtschafts- und Infrastrukturbank Hessen* (WIBank), a legally dependent institution within Helaba. WIBank, which is exempt from corporate income tax and trade tax, enjoys the direct statutory guarantee of the State of Hesse as permitted under EU law. In addition, Helaba has interests in numerous other development institutions in Hesse and Thuringia, most notably in guarantee banks and SME investment companies.

Trend Information

Competitive conditions in the German banking industry are marked by sustained historically low interest rates and a regulatory environment that continues to undergo significant change. Added to this are the harmonisation and adjustment processes required in the run-up to European banking union. While competitive pressure is increasing significantly in certain business areas, especially in retail banking and the SME business, some competitors, including from abroad, are leaving the industry, especially in the long-term lending and project financing business. This gives rise to opportunities for credit institutions with stable funding structures and a focus on selected core business areas to strengthen and expand their market positions. The changes in the regulatory framework will lead to structurally lower profitability for the entire banking industry and therefore force it to revise its profitability targets downwards.

The main challenges of bank regulation include:

Capital and liquidity requirements (Basel III/CRD IV/CRR)

The proposals from the Basel Committee on future capital and liquidity requirements ("Basel III"), originally submitted in 2010, were transposed into the EU legal framework in 2013 by means of a package of amendments to the banking and capital adequacy directive (Capital Requirements Directive IV, CRD IV) and a corresponding regulation (Capital Requirements Regulation, CRR), both of which came into effect on 1 January 2014. In Germany, the CRD IV Implementation Act of 28 August 2013 transposed the provisions of the EU Directive into German law.

The future capital requirements for credit institutions will become significantly tighter in terms of both quality and quantity. The new capital ratios will be phased in in the period to 2019. Overall, Helaba already meets the future regulatory capital requirements. CRR provides for a transitional phase ending at the end of 2021 for capital instruments that are currently recognised as regulatory Tier 1 capital, but will not meet the future requirements for Common Equity Tier 1 capital or Additional Tier 1 capital (CET 1 capital or AT1 capital). At Helaba, this affects silent participations in the amount of EUR 953 Mio. It remains to be seen to what extent the supervisory authorities in Germany will introduce additional capital add-ons for an anti-cyclical capital buffer as well as buffers for systemic risks (e.g. for credit institutions that are systemically relevant at national level) over the next few years.

Back in January 2010, the Basel Committee agreed to introduce a short-term liquidity ratio known as the liquidity coverage ratio (LCR) as of 2015. The requirements were set out in greater detail in the course of the year. The ratio is now to be phased in in the period to 2019. At the same time, the group of assets eligible as a liquidity buffer has been extended and the conditions of the crisis scenario to be assumed have been modified. The disclosure requirements for the LCR must be met as of 2015.

In January 2014, a revised consultative document was published for the second liquidity ratio, the net

stable funding ratio (NSFR), which is scheduled to be introduced as of 2018 at the earliest. Compared with the original draft, this changed the assignment to the different eligible asset categories and introduced the option to also include loans with a maturity of less than twelve months. Both ratios will in all circumstances lead to an increase in liquidity management costs and therefore have a negative impact on profitability. Helaba started to adapt at an early stage to the changing liquidity management requirements arising from Basel III and believes it is in a good position to meet the regulatory requirements accordingly.

There are also plans to introduce a leverage ratio to set a minimum ratio of regulatory capital to non-risk weighted on-balance sheet and off-balance sheet items. In January 2014, the Basel Committee made changes to the rules, requiring certain off-balance sheet transactions, such as trade finance, to be only partly included and allowing netting of derivatives trades in certain circumstances. The leverage ratio is not expected to be mandatory until 2018 at the earliest and will initially be introduced as an additional decision criterion to be used at the supervisory authority's discretion. It cannot be ruled out that this instrument will have a negative impact on the medium- and long-term lending business. In order to optimise its business portfolios and margin requirements, the Bank will adapt to the relevant changes in the market as soon as possible.

European Banking Authority

The single supervisory mechanism (SSM), a uniform system for the oversight of banks and other credit institutions in the euro zone (and in any other EU member states on a voluntary basis), came into force in November 2013. Under this mechanism, the European Central Bank (ECB) assumes responsibility for the prudential supervision of the 128 largest banks in the euro zone. The mechanism affects banks with total assets in excess of € 30 bn or whose total assets exceed 20 % of the respective country's gross domestic product. Due to its size, the Helaba Group is one of the institutions supervised by the ECB. The new supervisory regime is to come into effect in the fourth quarter of 2014.

The ECB is currently carrying out a three-stage review process (comprehensive assessment) of the banks that it will be supervising in the future. The first step was a risk analysis. This forms the basis for the second step, a balance sheet audit for selected portfolios that were determined by the ECB specifically for each bank. Once the results of the second stage are available, the third stage will follow in the form of a stress test. The results of the stress test are expected to be available in the autumn of 2014.

Recovery and resolution of credit institutions

At European level, the European Commission published its plans regarding bank recovery and resolution in the form of the Bank Recovery and Resolution Directive (BRRD) back in 2012. The trilogue consultations concerning the BRRD were finalized by the resolution passed by the EU Parliament on 15 April 2014. National implementing legislation is required to bring the BRRD into force. In July 2013, the European Commission submitted a proposed regulation for an EU-wide single resolution mechanism (SRM), which would involve the introduction of a central EU resolution authority and a single resolution fund. On its entry into force, the regulation takes immediate effect in the EU countries. The draft SRM regulation was also finalized by the vote in the European parliament on 15 April 2014.

2.8

Capital or equivalent :

2.8.1 Amount of capital subscribed and fully paid:

As mentioned on pages 69, 70, and 139 of the Annual Financial Report 2013 of the Helaba Group (Appendix I), as at 31 December 2013, the Issuer has a subscribed and fully paid capital of Euro 2,509 millions.

The subscribed capital of Euro 2,509 millions comprises the share capital of Euro 589 millions paid in by the owners in accordance with the Charter and the capital contributions of Euro 1,920 millions paid by the Federal State of Hesse.

2.8.2 Fraction of issued capital not fully paid-up

Not applicable.

2.9 List of main shareholders:

As mentioned on page 140 of the Annual Financial Report 2013 of the Helaba Group the main shareholders of the Issuer are:

<i>Sparkassen- und Giroverband Hessen-Thüringen</i>	68.85%
Federal State of Hesse	8.10%
State of Thuringia	4.05%
<i>Rheinischer Sparkassen- und Giroverband</i>	4.75%
<i>Sparkassenverband Westfalen-Lippe</i>	4.75%
Fides Alpha GmbH	4.75%
Fides Beta GmbH	4.75%

2.10 Listing of the shares of the Issuer:

Not applicable.

2.11 Composition of governing bodies and supervisory bodies:

The management of the Bank is constituted of a Board of Managing Directors and a Supervisory Board.

The members of the Board of Managing Directors are appointed by the Board of Owners who consists of sixteen members (§8(1) of the Charter of Helaba) and approved by the Supervisory Board.

As at the date of the signature of the Programme, the members of the Board of Managing Directors are:

Hans-Dieter Brenner (Chairman)
Jürgen Fenk
Thomas Groß
Dr. Detlef Hosemann
Rainer Krick
Dr. Norbert Schraad

The Board of Owners and the Supervisory Board of HELABA (LANDESBANK HESSEN-THÜRINGEN GIROZENTRALE) on 22 March 2013 appointed Klaus-Jörg Mulfinger as Executive Managing Director and designated Board Member of Helaba.

The Supervisory Board supervises the conduct of business of the Board of Managing Directors and consists of thirty-six members (§11(1) of the Charter of Helaba).
For the current term of office (until 30 June 2015) the number of members of the Supervisory Board was increased by six to 42 members (section 29(1) of the Charter of Helaba).

As at the date of the signature of the Programme, the members of the Supervisory Board are:

Chairman
Gerhard Grandke

Deputies
Dr. Werner Henning

Dr. Thomas Schäfer
Hans Martz
Thorsten Derlitzki
Dr. Alfons Lauer

Members of the Supervisory Board

Prof. Dr. h.c. Ludwig G. Braun
Ingo Buchholz
Dirk Diedrichs
Georg Fahrenschon
Peter Feldmann
Volker Goldmann
Ulrich Heilmann
Stefan Lauer
Christoph Matschie
Gerhard Möller
Frank Nickel
Clemens Reif
Stefan Reuß
Thorsten Schäfer-Gümbel
Wolfgang Schuster
Dr. Eric Tjarks
Alfred Weber
Stephan Ziegler
Ulrich Zinn
Arnd Zinnhardt

Members of the Supervisory Board elected by the employees

Frank Beck
Brigitte Berle
Isolde Burhenne
Thorsten Derlitzki-Deputy Chairman
Gabriele Fuchs
Thorsten Kiwitz
Christiane Kutil-Bleibaum
Annette Langner
Susanne Lorra
Susanne Noll
Hans Peschka
Erich Roth
Birgit Sahliger-Rasper
Wolf-Dieter Tesch

The positions of two members of the Supervisory Board are at present vacant.
For each member a deputy member has been appointed.

2.12 Accounting method for consolidated accounts:

As mentioned on page 73 of the Annual Financial Report 2013 of the Helaba Group (Appendix I), the consolidated financial statements of the Helaba Group for the year ended 31 December 2013 have been prepared pursuant to Section 315a (1) HGB and Regulation (EC) No. 1606/2002 of the European Parliament and of the Council of 19 July 2002 (IAS Regulation) in accordance with the International Financial Reporting Standards (IFRSs), as published by the International Accounting Standards Board (IASB) and adopted by the European Union (EU).

- 2.13 Accounting year:**
1st January to 31st December.
- 2.13.1 Date of the last general annual meeting:**
28 avril 2014
- 2.14 Fiscal year:**
As mentioned on page 191 of the Annual Financial Report 2013 of the Helaba Group (Appendix I), the fiscal year starts on 1st January and ends on 31st December.
- 2.15 Other short term paper programmes of the Issuer:**
The Issuer has a 10 billion Euro-Commercial Paper, Euro-Certificate of Deposit Programme and a 5 billion USD-Commercial Paper Programme.
- 2.16 Rating of the Issuer:**
Short term debt of the issuer is rated:
- A-1 by S&P (S&P does not rate the programme);
 - P-1 by Moody's;
 - F1+ by Fitch.
- 2.17 Additional information on the Issuer:**
Optional⁴

III. CERTIFICATION OF INFORMATION

RESPONSIBILITY FOR THE *DOCUMENTATION FINANCIERE*

Article D. 213-9, II, 3° of the *Code monétaire et financier* and Article 2, last item of the amended Order of 13 February 1992 and subsequent amendments

3.1 Persons responsible for the *Documentation Financière* concerning the programme of French *Certificats de Dépôts*:

Name: Birgit Adolph
HELABA (LANDESBANK HESSEN-THÜRINGEN GIROZENTRALE)
Title: Middle Office Clerc

Name: Bernd Gesser
HELABA (LANDESBANK HESSEN-THÜRINGEN GIROZENTRALE)
Title: Head of Transaction Management

Name: Frédéric Topin
HELABA (LANDESBANK HESSEN-THÜRINGEN GIROZENTRALE)
Title: Money Market / Repo

3.2 Declaration of the persons responsible for the *Documentation Financière* concerning the programme of French *Certificats de Dépôts*:

⁴ Optional : information that the issuer may not provide because it is not required by French regulation

To our knowledge, the information contained in this *Documentation Financière*, including the French summary, is true and there is no information the omission of which would make such information misleading.

3.3 Date, Place of signature and Signature:

Executed in Frankfurt, on 25 July 2014.



Birgit ADOLPH



Bernd GESSER



Frédéric TOPIN

3.4 Independent auditors of the Issuer, who have audited the accounts of the Issuer's annual report

Markus Burghardt
Wolfgang Weigel
PricewaterhouseCoopers Aktiengesellschaft Wirtschaftsprüfungsgesellschaft,
Friedrich-Ebert-Anlage 35-37,
60327 Frankfurt am Main
Germany

Independent auditors report

The Auditor's opinions appear on:

- Page 193 of the Annual Financial Report 2013 of the Helaba Group (Appendix I);
- Page 257 of the Consolidated Annual Report 2012 of HELABA (LANDESBANK HESSEN-THÜRINGEN GIROZENTRALE) (Appendix I).

IV. INFORMATION CONCERNING THE ISSUER'S REQUEST OF THE STEP LABEL

An application for a STEP label for this Programme will be made to the STEP Secretariat. Information as to whether the STEP label has been granted for this Programme may be made available on the STEP market website (initially www.stepmarket.org).

This website is not sponsored by the Issuer and the Issuer is not responsible for its content or availability.

Unless otherwise specified in this Information Memorandum, the expressions "STEP", "STEP Market Convention", "STEP label", "STEP Secretariat", and "STEP market website" shall have the meaning assigned to them in the Market Convention on Short-Term European Paper dated 25 October 2010 and adopted by the ACI – The Financial markets Association and the European Banking Federation (as amended from time to time).

APPENDICES

- I Issuer's Consolidated Annual Reports and financial accounts**
Annual Financial Report 2013 of the Helaba Group
Consolidated Annual Report 2012 of HELABA (LANDESBANK HESSEN-THÜRINGEN
GIROZENTRALE)
- II Report of independent auditors**
- III Rating of the Programme, additional information**

Appendix I

Issuer's consolidated Annual Reports and financial accounts

Annual Financial Report 2013 of the Helaba Group
See attachment: Helaba -Annual Financial Report-

<https://www.helaba.de/de/DieHelaba/InvestorRelations/Geschaeftsberichte/GB2013>

Consolidated Annual Report 2012 of HELABA (LANDESBANK HESSEN-THÜRINGEN
GIROZENTRALE) See attachment: Helaba -Annual Report-

<https://www.helaba.de/de/DieHelaba/InvestorRelations/Geschaeftsberichte/GB2012>

Also available on www.helaba.de

Appendix II

Report of independent auditors

Please see Appendix I

Appendix III
Rating of the Programme, additional information

Moody's Investors Service

Rating assigned by Moody's Investors Service to this Programme can be checked at the following internet address:

<http://www.moodys.com/credit-ratings/Landesbank-Hessen-Thuringen-GZ-credit-rating-370500>

Moody's Investors Service identifier for Helaba: 370500

Moody's Investors Service identifier for this French *Certificats de Dépôt* programme is: 822584677

Fitch Ratings

Rating assigned by Fitch to this Programme can be checked at the following internet address:

<https://www.fitchratings.com/gws/en/esp/issr/81203656/issue/87019763>

Fitch Rating Services identifier for Helaba: 81203656